

Syrie: Annan réclame un cessez-le feu, l'opposition ne parvient pas à s'entendre
Par AFP
3 juillet 2012

L'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe Kofi Annan, auteur d'un plan de sortie de crise resté jusqu'ici lettre morte, a jugé "impératif" d'avoir un cessez-le-feu en Syrie afin de procéder à une transition politique.

Censée être en vigueur depuis le 12 avril, cette trêve est constamment violée et des dizaines de personnes meurent chaque jour dans la répression et des combats entre rebelles et soldats de l'armée syrienne.

Pour sa part, la Russie, principal soutien du régime, a douché froid ceux qui avaient annoncé un changement de sa position vis-à-vis du régime syrien, faisant savoir qu'elle ne participerait pas à la réunion des Amis du peuple syrien qui rassemble vendredi à Paris des pays arabes et occidentaux, organisations internationales et groupes d'opposants syriens.

Tensions au sein de l'opposition

Au Caire, la quête d'unité de l'opposition syrienne a été mise à mal mardi par le retrait d'une de ses composantes, qui a accusé la réunion de servir à masquer l'impuissance internationale à mettre un terme à 15 mois de violences.

"Il est impératif d'obtenir un cessez-le-feu", a déclaré à la presse Ahmad Fawzi, le porte-parole de M. Annan, après l'accord sur une transition politique en Syrie conclu samedi à Genève. Avec cet accord, il y a eu selon lui un "changement (...), spécialement de la position des Russes et des Chinois", deux alliés de poids du régime syrien.

Mais le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a aussitôt accusé certains pays occidentaux de "dénaturer" l'accord auquel est parvenu le Groupe d'action sur la Syrie, réunissant les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, Chine, Russie, France et Grande-Bretagne), la Turquie et des pays arabes.

Cet accord prévoit un gouvernement de transition qui pourra inclure des membres du gouvernement actuel et de l'opposition, et devra être formé sur la base d'un "consentement mutuel".

Pour Washington, ce plan offre à l'opposition des "garanties en acier" pour que le président Bachar al-Assad ne participe jamais à un futur gouvernement, une des conditions posées par l'opposition avant toute transition.

Les Etats-Unis ont déposé auprès du Conseil des droits de l'homme de l'ONU un projet de résolution, qui doit être voté vendredi, déplorant les conséquences "alarmantes" de la non-application du plan Annan et insistant sur la nécessité de mener une enquête internationale.

Signe que la position de Moscou a peu évolué, la Russie ne participera pas à la réunion des Amis du peuple syrien, où se rendra en revanche la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton.

"La Russie a été invitée, elle a fait savoir qu'elle ne souhaitait pas y participer, ce qui n'est pas une surprise", a dit le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius. Ce forum s'est déjà réuni à Tunis en février et à Istanbul en avril, mais chaque fois, Moscou et Pékin avaient boycotté cette instance.

Boycott

Au Caire, la Commission générale de la révolution syrienne (CGRS) a annoncé qu'elle se retirait d'une réunion d'opposants destinée à définir une vision commune de l'après-Assad, organisée à l'initiative de la Ligue arabe, estimant que les divergences étaient trop grandes au sein de l'opposition.

Cette décision intervient après celle des rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL), qui ont décidé de boycotter la réunion, la qualifiant de "complot".

"Parler de l'unité de l'opposition syrienne ne sert qu'à masquer l'impuissance de la communauté internationale", a déploré la CGRS.

La réunion du Caire, qui rassemble notamment le Conseil national syrien (CNS), principale coalition de l'opposition, tente de souder les rangs de l'opposition dans un contexte de violences incessantes.

La Syrie devient un "archipel de la torture"

Sur le terrain, les combats ont repris mardi entre armée et rebelles syriens aux abords de Baba Amr, quartier symbole de la ville de Homs repris par les troupes gouvernementales en mars dernier, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme. L'OSDH fait état de 48 morts, dont 24 civils, 6 rebelles et 18 soldats, dans les violences à travers le pays mardi.

En outre, selon une ONG, la Syrie est devenue un "archipel de la torture".

Des dizaines de milliers de personnes sont détenues dans des installations carcérales où elles sont frappées, soumises à des chocs électriques et autres mauvais traitements, a indiqué Human Rights Watch (HRW).

L'Iran et son allié libanais, le puissant Hezbollah chiite, se battent aux côtés du régime syrien en cas "d'attaque étrangère", a de son côté affirmé Ahmad Jibril, chef d'un groupe palestinien pro-syrien basé à Damas, le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG).

Après dix jours de tension avec la Turquie, le président syrien Bachar al-Assad a joué l'apaisement mardi, en regrettant que la défense de son pays ait abattu un avion de combat turc, et en assurant qu'il n'avait pas l'intention de mobiliser des troupes à la frontière entre les deux pays.